

l'Europe, à mesurer la capacité des hommes, la solidité des amitiés, la valeur efficace des rancunes des vaincus et des jalousies des envieux<sup>1</sup>. Il n'a plus, comme avant 1870, à piloter le royaume de Prusse vers l'hégémonie de l'Allemagne; il lui faut maintenant diriger à travers le monde les destins victorieux du nouvel empire : charge plus lourde, devoirs nouveaux et différents, dont il sent toute la responsabilité. S'il n'était que ministre du roi de Prusse, sa politique se contenterait de l'amitié séculaire de la Russie à laquelle le lie solidement l'intérêt dynastique et la vieille complicité polonaise; il lui accorderait tout son concours diplomatique, comme Frédéric-Guillaume l'avait fait pour Nicolas durant la guerre de Crimée. Mais il a bâti l'empire allemand et il lui faut veiller sur son œuvre encore neuve; il sait mieux que personne grâce à quel concours de circonstances il a pu venir à bout de ses desseins et il veut maintenir le même équilibre des forces et des intérêts qui lui a permis de réaliser son œuvre; il se souvient de ses angoisses de Versailles quand, tandis que le siège de Paris s'éternisait, la Russie remit sur le tapis la question d'Orient et lui fit appréhender un instant les surprises d'un congrès européen<sup>2</sup>. L'amitié des trois empereurs ne saurait être maintenue que si l'Autriche-Hongrie et la Russie s'entendent sur la politique balkanique : déjà François-Joseph et Alexandre II, quand ils se sont mis d'accord à Reichstadt, en juillet 1876, ont cherché à faire bande à part, à tenir l'Allemagne en dehors de leurs affaires

1. C'est la conclusion qui se dégage du chapitre si remarquable et si neuf que M. Hanotaux a consacré à la crise de 1875 dans le troisième volume de son *Histoire de la France contemporaine*.

2. Bismarck : *Souvenirs*, II, p. 274.